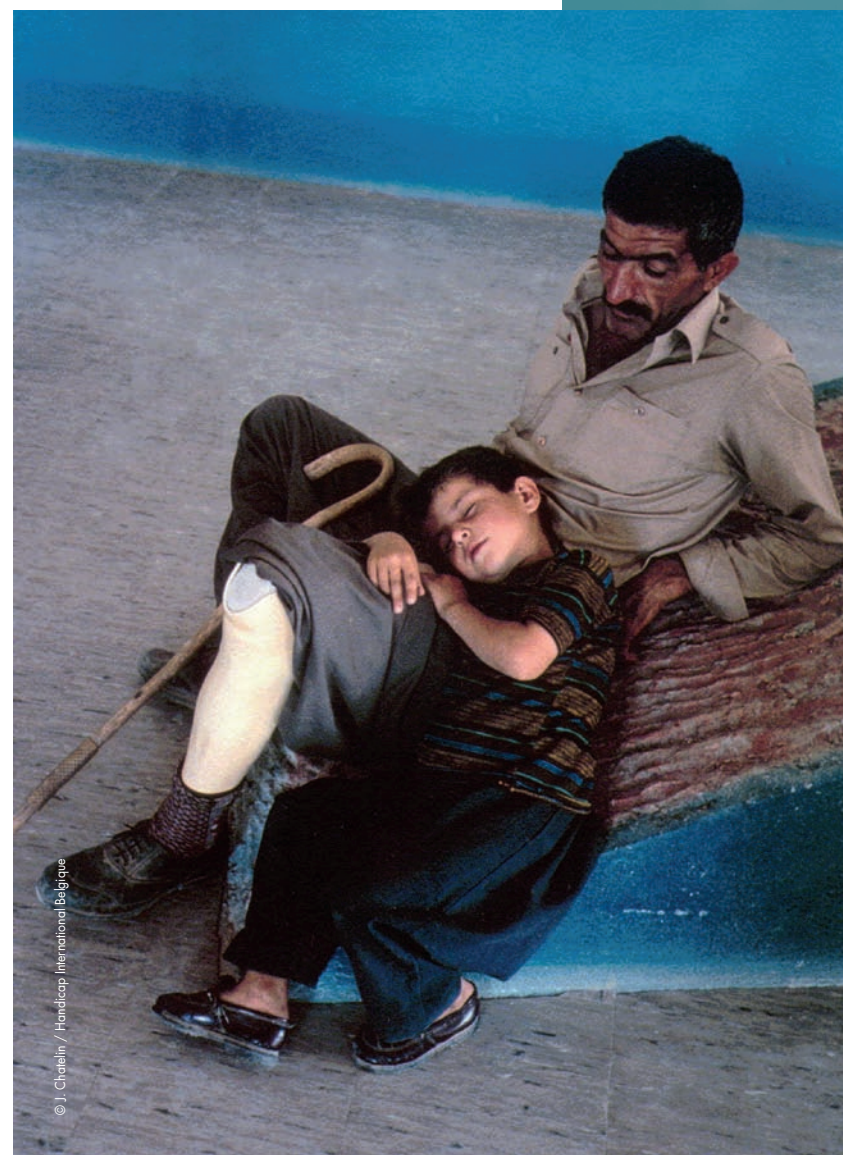


Orfè rapport financier

Après deux années de déficit en 2001 et 2002, l'année 2004 confirme le redressement déjà engagé en 2003. Le résultat positif traduit une consolidation financière et une progression des activités dans presque tous les domaines. Forte de cette maîtrise financière retrouvée, l'association peut alors se concentrer sur la construction d'un avenir plus serein.



Le redressement consolidé

2003 a été l'année du redressement financier, 2004 est celle de la consolidation. Le résultat positif traduit une année qui a vu des activités en progression à peu près dans tous les domaines.

En ce qui concerne les programmes, le volume d'activités des missions sociales a légèrement augmenté, et ce malgré une diminution significative de l'apport de ressources financières par les organismes privés et quelques principales institutions publiques nationales et internationales. Cette tendance lourde a amené Handicap International à renforcer et à diversifier sa présence auprès de ces partenaires.

Dans la collecte de ressources privées, les donateurs affichent une présence et une fidélité toujours plus grandes, confortées par l'augmentation du nombre des Parrains Solidaires et des donateurs réguliers. L'événement marquant de la fin de l'année 2004, la catastrophe du tsunami en Asie du Sud, a montré leur extraordinaire générosité et la confiance qu'ils accordent à Handicap International pour apporter des réponses appropriées à la diversité des besoins.

Du point de vue de la sécurité financière, cette année 2004 a de nouveau permis à l'association d'acquiescer une trésorerie plus forte, de diminuer ses besoins en fonds de roulement et de continuer la reconstitution de ses besoins en réserve financière.

Handicap International, forte d'une maîtrise financière retrouvée, poursuit son mouvement de réorganisation et entre dans une phase de construction d'un avenir encore plus fort, en affichant des orientations stratégiques pluriannuelles dans tous les domaines, qui guideront les actions de l'association.

Jacques Tassi, trésorier.

Les éléments significatifs en 2004

→ 2004 est l'année de la consolidation du redressement financier de Handicap International, après les déficits de 2001 et 2002, et le redressement de l'année 2003. Les mesures prises en termes de réduction d'activité, aussi bien des missions sociales que de la structure de l'association, se sont soldées par un résultat positif en 2003, à hauteur de 1,98 M€. Ce redressement se confirme en 2004, avec un résultat excédentaire de 1,34 M€, portant les fonds associatifs à 15,6 M€ (soit une moyenne de 3,8 mois du budget de l'association).

→ La trésorerie s'élève à 10,1 M€ fin 2004, contre 8,3 M€ en 2003 en raison d'une diminution du besoin en fonds de roulement. Cette dernière résulte d'un progrès notable dans la gestion des créances auprès des clients de l'activité commerciale et de la réduction, cette année encore, du délai moyen d'encaissement des financements des organismes privés et publics.

→ Le budget global (49,0 M€ avant contributions gratuites) est stable par rapport à 2003, avec une part de dépenses relatives aux missions sociales qui se maintient à 73 % du total budgétaire.

→ Les ressources s'établissent à 50,4 M€ (avant contributions gratuites) contre 50,9 M€ en 2003. La nette régression des financements privés et publics (1,4 M€) est en grande partie compensée par le renforcement de la générosité des donateurs et par les ressources exceptionnelles.

→ Le total des produits de la générosité publique s'élève à 29,6 M€, intégrant 0,6 M€ de dons et de mécénats d'entreprise collectés au moment du tsunami en Asie du Sud. Cela se traduit par un report des fonds dédiés sur 2005 de 561 K€. Au total, la solidarité des donateurs a permis à l'association de collecter près de 6,5 M€ en France, destinés à financer les actions mises en place dans la zone touchée par cette catastrophe et à assurer leur pérennité.

→ Steps Consulting Social, le bureau d'étude dont Handicap International est actionnaire, a été créé en mai 2004 sous forme d'une SASU (société par actions simplifiée à actionnaire unique). L'apport de capital est de 40 K€.

La transparence une exigence

Les comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 2004, ont été établis suivant les principes et méthodes comptables admis en France et en conformité avec les conventions générales comptables et avec le plan comptable appliqué aux associations et aux fondations.

Un contrôle strict

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2004 ont fait l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes de l'association, qui appartient au cabinet Ernst & Young Audit.

Le compte d'emplois-ressources est établi selon la réglementation relative au contrôle des opérations faisant appel à la générosité publique (décret n° 92-1011 du 17-09-1992 et arrêté du 30-07-1993). Il est conforme aux exigences du Comité de la charte de déontologie, dont Handicap International est membre. Il respecte le plan comptable applicable aux associations et aux fondations, qui préconise la constitution d'une provision pour charges à hauteur des ressources dédiées aux programmes et non utilisées dans l'exercice. Cette provision matérialise ainsi l'obligation de l'association d'employer ces fonds conformément aux engagements pris auprès des donateurs.

Directement issu de notre comptabilité analytique, elle-même rapprochée de la comptabilité générale, le compte d'emplois-ressources fait l'objet d'une attestation par notre commissaire aux comptes. Ce dernier atteste non seulement du respect des normes comptables, mais également de l'affectation des ressources conformément aux destinations pour lesquelles elles nous ont été confiées.

Le compte d'emplois-ressources

Les rubriques du compte d'emplois-ressources sont les suivantes :

« Missions sociales » en lien avec l'objet social de l'association ;

« Sensibilisation et collecte de fonds » ;

« Frais de fonctionnement » ;

« Autres frais et charges exceptionnelles ».

Le montant de chacune de ces rubriques est constitué des coûts qui leur sont directement affectables, ainsi que des rémunérations des permanents chargés de la mise en œuvre des actions correspondantes.

Les coûts engagés dans les actions d'éducation au développement, qui relèvent de l'objet associatif, sont classés dans la rubrique « Missions sociales ». C'est le cas, notamment, des coûts engagés par

L'attestation du commissaire aux comptes certifie le respect des normes comptables et la conformité de l'affectation des ressources.

l'association dans le cadre de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines, ainsi que de ceux relatifs à la mobilisation pour la reconnaissance des droits des personnes en situation de handicap.

Se procurer l'ensemble des comptes annuels de Handicap International

Les comptes annuels détaillés, ainsi que le compte d'emplois-ressources de Handicap International, avec leurs annexes, sont disponibles au siège de l'association sur simple demande.

Par ailleurs, les rubriques relatives aux fonds dédiés reportés apparaissent avant la détermination du résultat du compte d'emplois-ressources, en accord avec le modèle établi par le Comité de la charte de déontologie. Le total des valorisations des contributions gratuites et des apports des bénévoles dont Handicap International a bénéficié en 2004 est, quant à lui, intégré après la détermination du résultat du compte d'emplois-ressources.

durable

Compte d'emplois-ressources

(en milliers d'euros)

Emplois	2004	2003
MISSIONS SOCIALES	32 570,75	32 410,36
Dépenses opérationnelles	28 210,83	28 333,31
Missions exploratoires, préparation	76,45	73,95
Équipements et investissements	2 980,26	2 584,43
Déplacements, communications et fonctionnement	3 416,52	3 559,38
Matériaux, fournitures et consommables	1 208,92	1 501,76
Personnel expatrié et national	11 848,89	11 417,19
Formation, prévention, éducation locale	1 610,62	1 450,98
Soutien aux partenaires locaux	2 786,73	3 072,83
Actions de recherche	12,25	10,24
Magazine <i>Déclic</i>	567,13	447,38
Campagne Internationale pour Interdire les Mines	2 788,95	2 755,78
Mobilisation pour les droits des personnes handicapées	198,99	59,11
Autres activités programmes du siège	202,44	203,81
Provisions et autres charges des programmes	512,68	1 196,48
Gestion des missions sociales	4 359,93	4 077,05
Pilotage des programmes	1 220,37	1 315,26
Gestion des ressources humaines (expatriés)	526,49	373,77
Coordination des ressources techniques et logistiques	2 613,07	2 388,02
SENSIBILISATION ET COLLECTE DE FONDS	9 181,59	9 134,43
Frais d'appel à la générosité publique	6 219,62	5 937,11
Frais de prospection et fidélisation	4 848,49	4 628,82
Frais de gestion des donateurs et Parrains	1 371,13	1 308,29
Frais relatifs à d'autres formes d'appel	2 198,17	2 410,82
Produits-Partage et ventes d'artisanat	2 054,04	2 284,40
Autres formes d'appel	144,13	126,42
Frais d'information et de communication	763,79	786,49
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 351,22	4 495,90
Personnel des services généraux	2 261,12	1 843,22
Frais généraux et charges diverses	2 090,10	2 652,68
AUTRES FRAIS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 195,76	2 649,15
Soutien aux sections Handicap International	818,10	1 014,41
Divers	1 377,67	1 634,74
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	48 299,33	48 689,84
Fonds dédiés reportés sur l'exercice suivant	727,85	185,77
TOTAL DES EMPLOIS	49 027,17	48 875,61
EXCÉDENT / DÉFICIT	1 337,64	1 977,10
TOTAL GÉNÉRAL	50 364,82	50 852,71
Valorisations des contributions gratuites	1 771,90	1 485,14
TOTAL DES CHARGES EN COMPTABILITÉ ANALYTIQUE	52 136,71	52 337,85

Ressources	2004	2003
RESSOURCES PRIVÉES COLLECTÉES	32 571,07	32 175,11
Produits de la générosité publique	29 578,94	28 863,50
Dons	25 077,95	24 523,52
Parrainages	5 087,32	4 752,47
Dons manuels	18 867,58	18 730,05
Dons rétrocédés par les sections	766,56	1 041,00
Mécénats d'entreprise	356,49	
Legs	320,53	153,71
Apports en nature	64,52	
Produits des ventes et Produits-Partage	4 013,21	4 011,52
Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	102,73	174,76
Financements d'origine privée	2 526,41	2 873,29
Organismes privés européens	853,24	675,98
Organismes privés « sections »	1 075,31	784,63
Autres organismes privés	597,86	1 412,68
Autres produits d'origine privée	465,71	438,32
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	15 138,56	16 135,57
Organismes internationaux	7 440,09	9 141,40
Union européenne	5 424,32	6 949,33
Nations unies	1 569,86	1 544,96
Autres financements internationaux	445,91	647,11
Organismes nationaux	7 594,72	6 797,86
Organismes publics français	2 260,46	2 907,64
Organismes publics « sections »	3 060,42	2 666,40
Organismes publics étrangers	2 273,84	1 223,82
Subventions d'exploitation	83,87	166,51
Financements en nature	19,88	29,80
AUTRES PRODUITS NON AFFECTÉS	632,53	664,56
Produits financiers	257,26	149,31
Autres produits de gestion	375,28	515,26
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 836,89	1 854,65
Financements sur exercice antérieur	12,96	40,03
Reprise dotations pour risques sur financements et divers programmes	608,30	176,67
Autres reprises des provisions pour risques et charges	1 215,63	1 637,94
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	50 179,05	50 829,89
Fonds dédiés reportés depuis l'exercice précédent	185,77	22,82
TOTAL DES RESSOURCES	50 364,82	50 852,71
Valorisations des contributions gratuites	1 771,90	1 485,14
TOTAL DES PRODUITS EN COMPTABILITÉ ANALYTIQUE	52 136,71	52 337,85

Évolution des un budget

En 2004, le budget global de Handicap International est resté stable par rapport à 2003, à hauteur de 49,0 M€.

Le budget des missions sociales en légère hausse

Le budget des missions sociales est en augmentation de 160 K€ par rapport à 2003, reflétant une croissance des coûts engagés dans leur gestion (+ 283 K€), et plus particulièrement dans la recherche de financements et la formation du personnel des programmes.

À budget stable, les dépenses opérationnelles ont augmenté (+ 561 K€), tandis que les provisions et les charges diverses ont notablement diminué (- 684 K€).

Un renforcement de l'activité et des compétences

Sur l'exercice 2004, les activités des missions sociales se sont développées, alors que l'année 2003 était encore marquée par l'impact des restrictions budgétaires. Dans le cadre de certaines actions, notamment de long terme, les compétences du personnel expatrié et la formation des partenaires ont été renforcées. L'association privilégie en effet une démarche d'accompagnement et d'appui pour ses partenaires, plutôt qu'une intervention directe, ce qui nécessite un niveau d'expertise plus élevé. Parallèlement, les structures administratives sur le terrain ont été réduites.

D'un point de vue analytique, cela se traduit par une modification sensible de la structure des dépenses.

Le poste « Équipements et investissements » a augmenté de 396 K€, reflétant le redéploiement des missions sociales en 2004, renforcé par l'intervention d'urgence en Iran. Cette tendance devrait se poursuivre en 2005.

Le poste « Personnel expatrié et national » s'est accru de 432 K€, soit 1 % d'augmentation par rapport à l'ensemble des

dépenses opérationnelles des missions sociales. Cette augmentation concerne majoritairement le personnel expatrié, dont le niveau de compétence s'accroît.

Le poste « Formation, prévention, éducation locale » a vu son budget augmenter de 160 K€, en raison du renforcement des actions de prévention des accidents par mines et de la formation d'agents de santé communautaire.

Le poste « Déplacements, communications et fonctionnement » a, quant à lui, diminué de 143 K€ du fait de la réorganisation des structures administratives sur le terrain, en adéquation avec le volume d'activité.

Les programmes d'« intérêt général »

L'engagement de l'association dans le domaine du handicap se traduit par des actions d'information et de mobilisation relevant directement de l'objet associatif.

Sur le plan national, le magazine *Décllic*, destiné aux parents d'enfants handicapés en France, informe les familles sur tous les types de handicap. En 2004, son budget s'est accru de 120 K€. En effet, sa parution sur une année pleine (soit un numéro supplémentaire par rapport à 2003) a permis un accroissement des ressources (+ 148 K€) lié à une hausse significative du nombre d'abonnés (de 6 532 en 2003 à 8 158 en 2004). Une donnée importante, puisqu'elle indique un réel potentiel de développement pour le magazine dans les années à venir.

Sur le plan mondial, les actions en faveur de la reconnaissance des droits des personnes en situation de handicap ont été renforcées, avec notamment la participation de Handicap International à l'élaboration de la Convention internationale pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées. Le budget destiné à la défense de cette cause est ainsi en augmentation de 140 K€.

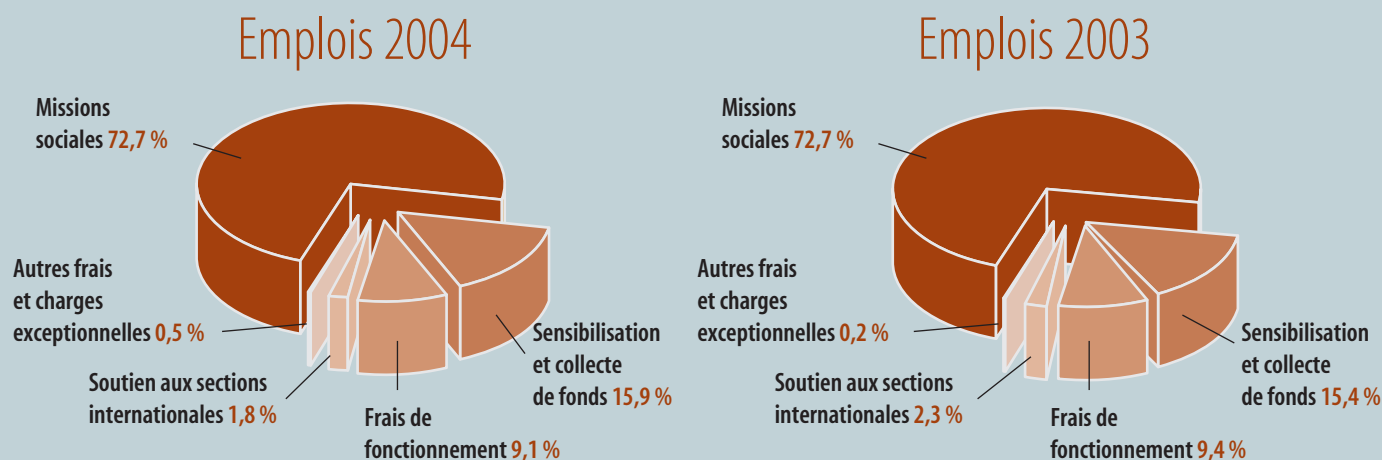
Évolution des emplois

(en millions d'euros)

	2004	2003
MISSIONS SOCIALES	32,6	32,4
SENSIBILISATION ET COLLECTE DE FONDS	7,1	6,9
dont Frais d'appel à la générosité publique	6,2	5,9
Frais relatifs à d'autres formes d'appel	0,1	0,1
Frais d'information et de communication	0,8	0,8
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4,1	4,2
SOUTIEN AUX SECTIONS INTERNATIONALES	0,8	1,0
AUTRES FRAIS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES (exclusion faite des reprises de provisions de même nature, inscrites en produits exceptionnels)	0,2	0,1
SOUS-TOTAL DES EMPLOIS*	44,8	44,6
Coût des activités commerciales	2,3	2,6
Reprises des provisions exceptionnelles	1,2	1,5
Fonds dédiés reportés sur l'exercice suivant	0,7	0,2
TOTAL DES EMPLOIS, avant contributions gratuites	49,0	48,9

* Le sous-total des emplois correspond au total des emplois hors coût des activités commerciales, reprises des provisions exceptionnelles et fonds dédiés.

emplois: stable



En 2004, la part relative de chaque activité reste comparable à celle de 2003, avec une part des missions sociales à hauteur de 72,7 % du sous-total des emplois.

En ce qui concerne la mobilisation citoyenne, le budget de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines est resté stable (2,8 M€) par rapport à 2003. L'association s'étant fortement engagée dans un nouveau combat, celui contre les sous-munitions, un renforcement des actions dans ce domaine est prévu pour 2005.

Collecte de fonds: de nouvelles activités de prospection

Après deux années de stagnation, la recherche de nouveaux donateurs a été développée. Si le budget destiné à la sensibilisation et à la collecte des fonds provenant de la générosité publique est en hausse (+ 283 K€), cet investissement ne s'est pas fait au détriment des ressources disponibles pour les missions sociales. En effet, la marge générée par l'activité de collecte auprès du grand public (donateurs et acheteurs de produits issus du commerce solidaire) est en nette augmentation par rapport à 2003.

Sections: une autonomie financière améliorée

Une meilleure couverture des frais de structure des sections internationales par les ressources qu'elles collectent directement a permis une réduction de 196 K€ du soutien de la section France.

Les autres frais et charges exceptionnelles en baisse

La rubrique « Autres frais et charges exceptionnelles », à hauteur de 203 K€, correspond à la rubrique « Divers » du compte d'emplois-ressources, d'un montant de 1,38 M€, après compensation par les reprises des provisions et produits exceptionnels de même nature.

Fonds dédiés reportés sur l'exercice suivant

Les reports des fonds dédiés sur 2005 s'élèvent à 728 K€, dont 561 K€ de fonds affectés aux actions mises en œuvre suite au tsunami en Asie du Sud.

Clés de lecture

La présentation de la répartition des emplois fait l'objet des retraitements suivants.

- Le coût des activités commerciales, qui comprend la vente des Produits-Partage et des produits artisanaux, a été exclu de l'analyse de l'évolution des ressources. Seule la marge nette y est intégrée. En effet, tous les coûts de ces activités sont tournés vers la production et la commercialisation des produits, dont l'objectif est de dégager une marge nette au profit des missions sociales.
- Les coûts et les provisions intégrés dans la rubrique « Autres frais et charges exceptionnelles » sont compensés par les reprises des provisions de nature correspondante. En effet, lorsqu'une provision est reportée partiellement d'un exercice au suivant, les principes comptables exigent que la provision antérieure soit reprise et qu'il en soit constitué une nouvelle.
- Enfin, suite à la modification de la présentation du compte d'emplois-ressources, les fonds dédiés reportés sur l'exercice suivant sont mentionnés en bas du tableau de répartition des emplois.

L'évolution des baisse des fonds publics et

Le total des ressources (avant contributions gratuites) s'élève à 50,4 M€, contre 50,9 M€ en 2003.

Les fonds publics en baisse

Les fonds d'origine publique s'élèvent à 15,1 M€ en 2004, contre 16,1 M€ en 2003. Ils représentent ainsi 46 % du total du budget des missions sociales en 2004, contre 50 % en 2003.

La politique de diversification des ressources, menée en parallèle au recentrage des activités de Handicap International, a généré des variations sensibles de la structure de financement des missions sociales. Cela s'est traduit par un recul de la participation des bailleurs institutionnels publics, très significatif de la part de l'Union européenne ou du secteur public français, au profit des financements provenant des sections et des organismes publics étrangers.

Un désengagement des organismes internationaux...

En raison du recentrage des activités de Handicap International, les fonds provenant de l'Union européenne, notamment ceux destinés aux actions de développement rural et de construction ou d'aménagement d'infrastructures, ont diminué de 1,15 M€.

Par ailleurs, les fonds alloués par la cellule d'urgence de l'Union européenne (ECHO) ont également régressé, de 0,3 M€, conséquence directe du retrait de l'Union de la région des Balkans.

Enfin, d'une manière générale, la contribution de l'Union européenne diminue dans l'ensemble des régions où l'association intervient, à l'exception du Moyen-Orient et du Maghreb.

... mais une croissance des fonds gouvernementaux

Les financements publics provenant des gouvernements étrangers augmentent à hauteur de 1 444 K€. Ceux issus des sections internationales croissent de 394 K€ et concernent les actions mises en œuvre en Europe centrale et en Afrique.

Ceux provenant des autres organismes publics étrangers augmentent à hauteur de 1 050 K€ et se rapportent aux missions sociales développées en Afrique et en Europe centrale.

En revanche, les financements publics d'origine française diminuent de 647 K€. Cette baisse concerne essentiellement les programmes mis en place en Afrique, ainsi que la formation et la couverture sociale des expatriés.

La baisse significative de l'apport financier des institutions publiques nationales et internationales a amené l'association à diversifier ses partenaires.

Origine des ressources

(en millions d'euros)

	2004	2003
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	15,1	16,1
RESSOURCES PRIVÉES COLLECTÉES	30,3	29,6
dont Dons et mécénats	20,0	19,8
Parrainages	5,1	4,8
Legs	0,3	0,2
Autres ressources issues de la générosité publique	1,9	1,6
Financements d'origine privée	2,5	2,9
Autres produits d'origine privée	0,5	0,4
AUTRES RESSOURCES	0,6	0,7
RESSOURCES EXCEPTIONNELLES (exclusion faite des reprises de provisions, correspondant à des charges exceptionnelles)	0,7	0,3
SOUS-TOTAL DES RESSOURCES*	46,7	46,7
Activités commerciales	2,3	2,6
Reprises des provisions exceptionnelles	1,2	1,5
Fonds dédiés reportés depuis l'exercice précédent	0,2	
TOTAL DES RESSOURCES, avant contributions gratuites	50,4	50,9

* Le sous-total des ressources correspond au total des ressources hors coût des activités commerciales, reprises des provisions exceptionnelles et fonds dédiés.

ressources :

consolidation des ressources privées

Taux de couverture de la collecte de fonds privés

(en millions d'euros)

	2004	2003
RESSOURCES PRIVÉES COLLECTÉES (exclusion faite du report des ressources dédiées)	30,25	29,61
EMPLOIS	6,36	6,06
dont Frais d'appel à la générosité publique	6,22	5,94
Frais relatifs à d'autres formes d'appel	0,14	0,13
RESSOURCES NETTES	23,89	23,54
Taux de la collecte	4,7536	4,8826

Une consolidation des ressources d'origine privée

Le montant total des ressources privées collectées s'élève à 32,57 M€ en 2004, contre 32,18 M€ en 2003, soit une augmentation à hauteur de 396 K€.

Les produits provenant de la générosité publique augmentent

La croissance globale de ce poste est de 715 K€ et se répartit de la façon suivante :

– 988 K€ d'augmentation pour les dons et legs collectés en France (dons, legs, parrainages et mécénats d'entreprise).

Il est à noter que ce résultat prend en compte 596 K€ de dons et mécénats d'entreprise collectés au moment du tsunami en Asie du Sud, ce qui se traduit par un report des fonds dédiés sur 2005 à hauteur de 561 K€, une fois les coûts de collecte déduits.

– Les dons rétrocédés par les sections internationales diminuent de 274 K€, s'élevant ainsi à 767 K€ en 2004, contre 1 041 K€ en 2003.

– Les produits provenant de l'activité commerciale (Produits-Partage, ventes d'artisanat directes et par correspondance) restent stables (4 M€), mais les coûts

engagés diminuent. Cela se traduit donc par une marge en progression de 250 K€ (avant impôt sur les sociétés).

Les financements des organismes privés diminuent

La baisse de 347 K€ des financements institutionnels privés s'explique par la forte réduction de ceux des autres organismes privés (– 815 K€ réalisés essentiellement en Europe centrale), qui est compensée partiellement, à hauteur de 468 K€, par la croissance des fonds privés européens ou provenant des sections internationales.

Les ressources exceptionnelles

Les ressources exceptionnelles s'élèvent à 0,7 M€ (après retraitement) et comprennent, pour l'essentiel, des reprises sur financement des missions sociales à hauteur de 608 K€.

La marge nette des ressources privées en progression

L'augmentation de la marge nette générée par les ressources d'origine privée se situe à 344 K€ et résulte :

– d'une part, de la croissance de la marge de la collecte de dons (+ 688 K€), essentiellement due à l'augmentation des Parrainages Solidaires et des dons par prélèvement automatique ;

– d'autre part, de la hausse de la marge des activités commerciales (+ 250 K€ avant impôt sur les sociétés).

Il est à noter que chaque Produit-Partage rapporte à l'association 1,24 € (après impôt sur les sociétés). Ce montant est supérieur à l'engagement de Handicap International d'affecter 1 € au profit de l'objet social. La nette progression par rapport à 2003 (1,06 € par unité) est principalement due à l'amélioration de la gestion des créances clientèle et des stocks en flux tendu.

En revanche, les autres produits et les financements d'origine privée diminuent de 320 K€, ainsi que les dons rétrocédés par les sections internationales, à hauteur de 274 K€.

Sections : synthèse des apports 2004 pour Handicap International France

(en milliers d'euros)

SECTIONS	FONDS AFFECTÉS AUX PROGRAMMES				Soutien de Handicap International France	Apports nets des sections 2004
	Dons	Fonds institutionnels privés	Fonds institutionnels publics	TOTAL		
Suisse	204,2	1 065,7	707,2	1 977,2	120,2	1 856,9
Allemagne	208,7	9,6	322,1	540,4	342,3	198,2
Luxembourg	328,7		1 552,2	1 880,8		1 880,8
Grande-Bretagne	25,0		478,9	503,9	298,3	205,6
Canada					57,3	- 57,3
Réalisé 2004	766,6	1 075,3	3 060,4	4 902,3	818,1	4 084,2

Une hausse des fonds collectés par les sections

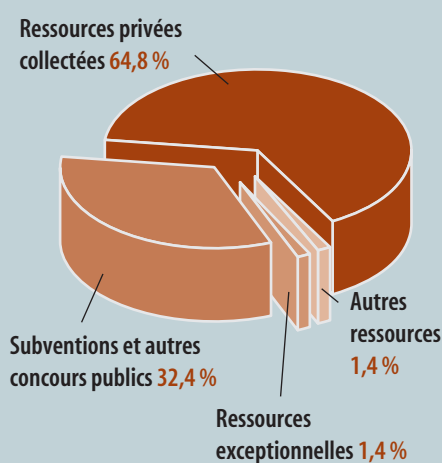
La contribution nette des sections est en réelle progression : 4,1 M€ en 2004, contre 3,5 M€ en 2003.

En effet, les fonds institutionnels collectés par les sections internationales et affectés aux missions sociales augmentent sensiblement, à hauteur de 410 K€, du fait de l'accroissement des fonds d'origine publique (+ 394 K€) et de ceux des organismes privés (+ 291 K€). En revanche, les dons rétrocédés par les sections sont en diminution (- 274 K€).

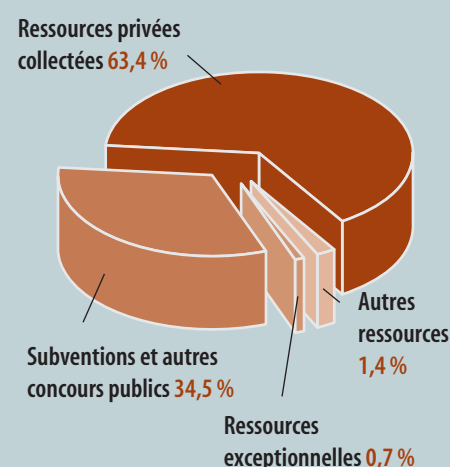
Ces fonds ont été affectés aux actions réalisées en Afrique (1,9 M€), au Moyen-Orient et au Maghreb (1,1 M€), en Russie et dans les Balkans (0,6 M€), en Asie (0,6 M€), et enfin aux programmes développés en Amérique latine (0,5 M€).

Parallèlement, le soutien financier apporté par l'association aux sections internationales est en diminution, à hauteur de 196 K€.

Ressources 2004



Ressources 2003



Au total, la part relative des différentes sources de financement reste plutôt stable par rapport à 2003 et traduit une augmentation équilibrée des ressources. La part des ressources privées correspond à 64,8 % du sous-total des ressources*.

* Le sous-total des ressources correspond au total des ressources hors coût des activités commerciales, reprises des provisions exceptionnelles et fonds dédiés.

L'évolution des missions sociales

L'état « Missions sociales et ressources affectées » est présenté en « coût complet », c'est-à-dire après répartition des coûts de structure indispensables à la bonne marche des programmes. Il fait apparaître le coût total de chaque programme et, en parallèle, l'ensemble des ressources institutionnelles et privées dédiées à sa réalisation. Il présente également les excédents affectés qui font l'objet d'un report des fonds dédiés sur 2005. Le type d'actions menées par Handicap International, d'une part, le contexte de financement et les priorités des bailleurs de fonds, d'autre part, sont en évolution constante. Pour l'exercice 2004, plusieurs phénomènes peuvent être identifiés.

Une évolution des programmes par zones géographiques

Les actions développées au Moyen-Orient, au Maghreb et en Asie ont été notablement renforcées. En revanche, celles réalisées en Afrique, dans l'océan Indien et en Europe (notamment dans les Balkans) ont vu leur budget diminuer. Cette baisse correspond à une régionalisation des programmes et à un recentrage des activités de l'association qui s'est traduit par une diminution significative des financements publics et privés pour l'Afrique et l'océan Indien.

Le phénomène de regroupement régional, qui consiste à gérer les activités de plusieurs pays au sein d'une seule structure d'appui, a permis une optimisation des coûts, comme c'est le cas en Europe de l'Est ou dans l'océan Indien.

Les actions d'urgence en Iran, suite au tremblement de terre qui a dévasté la ville de Bam, ont été importantes en 2004. Cependant, certaines interventions commencées antérieurement, par exemple après le séisme en Algérie en 2003, se sont poursuivies. Quant aux actions

d'urgence qui ont marqué les années 90 dans les Balkans, elles ont progressivement évolué vers des activités de développement, qui s'inscrivent aujourd'hui dans la durée.

À l'inverse, du fait de la situation en Irak, les actions engagées par l'association dans ce pays en 2003 ont dû être réduites petit à petit en 2004.

Au Sri Lanka, une équipe de Handicap International mettait en œuvre, depuis juillet 2004, un projet de renforcement du centre orthopédique de la région de Batticaloa. Grâce à cette présence, une intervention d'urgence a pu être engagée très rapidement après le tsunami du 26 décembre. Les actions de l'association se sont alors redéployées pour répondre aux besoins des victimes.

La moitié de l'ensemble des programmes est en augmentation budgétaire. Quatre d'entre eux doublent leur budget (Philippines, Brésil, Algérie, Moyen-Orient), et deux programmes ont été ouverts en 2004 (Iran, Sri Lanka).

En 2004, les actions développées au Moyen-Orient, au Maghreb et en Asie ont été notablement renforcées.

En revanche, celles réalisées en Afrique, dans l'océan Indien et en Europe ont vu leur budget diminuer.

Des programmes en transition

La transition amorcée par certains programmes, vers une baisse de leur volume d'activité, s'est traduite par des réductions budgétaires. Cela concerne notamment le programme France (diminution de l'équipe), l'Amérique centrale et l'Angola (restructuration organisationnelle), le Mali ou le Cambodge. Pour ces deux derniers programmes, marqués par une approche davantage tournée vers le développement local, le recentrage des activités de l'association a déjà eu un impact, et ses effets devraient s'accroître au cours des prochaines années.

Des programmes en « stand-by » ou en cours de fermeture: la forte réduction des activités en Irak, ainsi que la mise en « stand-by » du programme en Guinée-Bissau (en attente de l'ouverture d'un programme de déminage en 2005) se traduisent aussi par un impact budgétaire à la baisse.

La diversification des bailleurs de fonds se développe. Pour éviter une dépendance trop marquée vis-à-vis de certains d'entre eux, une politique de différenciation a été initiée depuis 2003, au service d'une stratégie financière mieux maîtrisée. Pour quelques programmes, de nouveaux bailleurs ont été identifiés, par exemple la Banque mondiale pour les Philippines, mais aussi les fondations privées comme la Chaîne du bonheur (Suisse) pour l'Algérie.

Nous constatons, en 2004, la mise en place d'une démarche de différenciation opérationnelle, c'est-à-dire la gestion en parallèle de deux typologies de programmes au sein d'un même pays ou d'une même zone géographique. Par exemple, en Europe de l'Est, le programme qui concerne les actions contre les mines a

été distingué, en terme de gestion, du programme plus axé sur le handicap et le renforcement de la société civile par le soutien aux associations émergentes. Les méthodes et approches de ces deux activités, très distinctes, justifient un mode opératoire différencié qui permet une meilleure dynamique.

La différenciation opérationnelle permet de gérer en parallèle deux typologies de programmes.



Au dispensaire de Pristina, au Kosovo, les victimes bénéficient de soins d'appareillage et de rééducation.

L'importance des fonds provenant de la générosité publique

L'identification et l'obtention de fonds institutionnels pour certains types d'actions ou dans certaines zones géographiques sont de plus en plus ardues. Les fonds qui proviennent de la générosité des donateurs prennent ainsi une importance croissante. En 2004, ils ont permis de mener à bien les actions entreprises par l'association, en finançant les missions sociales à hauteur de 17,9 M€, contre 15,8 M€ en 2003.

Missions sociales et ressources affectées

(en milliers d'euros)

MISSIONS SOCIALES	Coût complet	Financements institutionnels	Dons, legs et autres ressources affectées	Fonds dédiés reportés depuis 2002	Total des fonds dédiés	Résultat	
						Excédent reporté sur 2005	Déficit financé sur fonds non affectés
Éthiopie	492	156	219		375		-118
Somalie	526	392	114		506		-20
Kenya	1 031	448	61		509		-521
Soudan	23						-22
Burundi	600	294			294		-306
Rwanda	783	222	344		567		-217
Corne de l'Afrique et Grands Lacs	3 455	1 512	738	0	2 250	0	-1 205
Brésil	191	65	101	62	227	37	-420
Nicaragua	1 201	456	325		781		-6
Haïti	6						-2
Argentine	2						
Amérique latine	1 400	520	426	62	1 008	37	-428
Mozambique	2 141	1 395	306		1 701		-439
Angola	606	371	97		469		-138
Océan Indien	779	316	282	20	617		-162
Afrique australe / océan Indien	3 526	2 082	685	20	2 787	0	-739
Afrique de l'Ouest / Coraoc	387	3	39		42		-345
Burkina Faso	716	310	297	13	619		-96
Togo	739	445	185		630		-109
Rép. centrafricaine	350	187	1		188		-162
Mali	1 568	658	269		927		-641
Sénégal	863	329	154		482		-381
Sierra Leone	1 322	817	327		1 144		-178
Guinée-Bissau	77	2	1		3		-74
Afrique centrale et de l'Ouest	6 022	2 752	1 271	13	4 036	0	-1 986
Thaïlande	641	335	178		513		-128
Cambodge	1 402	729	764		1 493	91	-337
Laos	994	656			656		-183
Philippines	614	250	221		471	39	-9
Birmanie	9						-138
Viêtnam	216	77			77		
Asie du Sud-Est	3 876	2 048	1 163	0	3 211	131	-796
Sri Lanka	276	108	563		671	561	-165
Bureau Asie du Sud (SARC)	206	2			2		-205
Afghanistan	817	601	88		689		-128
Inde	361	72	127		199		-162
Népal	382	105	152		257		-125
Banladesh	519	241	140	37	418		-102
Asie centrale et du Sud	2 563	1 129	1 070	37	2 236	561	-888
Russie	1 278	659			659		-619
Coordination Balkans (BREC)	1 766	663	443		1 105		-661
Kosovo / Seermap	2 388	1 627	35		1 662		-727
France	350	226	66		292		-58
Europe	5 782	3 175	544	0	3 718	0	-2 064
Maroc et Tunisie	668	451	134		586		-196
Algérie	1 080	801	84		884		-18
Moyen-Orient	1 029	759	202	50	1 011		-126
Iran	912	780	6		785		-462
Irak	970	504	4		508		
Maghreb - Moyen-Orient	4 659	3 295	429	50	3 774	0	-885
Sous-total	31 283	16 513	6 327	182	23 021	728	-8 990
Magazine <i>Déclic</i>	671	75	406		481		-191
Actions de recherche	13						-83
Projets « Consultance »	241	158			158		-2 412
Campagne Internationale pour Interdire les Mines	3 006	574	20		595		-240
Mobilisation pour les droits	253	3	11		13		
Programmes d'intérêt général	4 184	809	436	0	1 246	0	-2 938
Divers non affectés par zone	3	240	125	4	369		365
TOTAL DES MISSIONS SOCIALES	35 471	17 562	6 888	186	24 636	728	-11 563

L'analyse du résultat

La couverture du budget des missions sociales par les fonds d'origine publique est en diminution.

(en millions d'euros)	Coût des missions sociales	Subventions et autres concours publics	Solde à financer par les ressources d'origine privée	% des coûts à financer par les ressources privées
2004	32,57	15,14	17,43	54 %
2003	32,41	16,14	16,27	50 %

Ainsi, la part qui reste à financer par les ressources d'origine privée passe de 50 % en 2003 à 54 % en 2004, essentiellement grâce à la générosité des donateurs.

La marge dégagée par les ressources d'origine privée reste stable grâce à la progression des produits provenant de la générosité publique, qui a permis de compenser la diminution des fonds institutionnels d'origine privée.

(en millions d'euros)	Ressources privées collectées	Coût d'acquisition	Ressources nettes	Ressources sur coût
2004	30,25	6,36	23,89	4,75
2003	29,61	6,06	23,54	4,88

Les ressources nettes ainsi dégagées permettent de financer une part plus importante du budget des missions sociales, en relais des financements publics.

(en millions d'euros)	Ressources nettes	Part consacrée aux programmes	Solde
2004	23,89	17,43	6,45
2003	23,54	16,27	7,27

De ce fait, le solde disponible pour financer les frais d'information et de fonctionnement, soit 6,45 M€, est en diminution par rapport à 2003.

Enfin, le résultat 2004 avant éléments exceptionnels et soutien aux sections internationales, bien qu'en diminution par rapport à 2003, est supérieur aux objectifs visés.

(en millions d'euros)	Solde	Autres ressources	Information et services généraux	Excédent / déficit
2004	6,45	0,63	4,85	2,24
2003	7,27	0,66	5,00	2,93

Ce résultat positif vient ainsi confirmer la consolidation du redressement financier, contribue à la reconstitution des réserves et donne à l'association une meilleure capacité de développement des missions sociales en 2005.

Le bilan et les fonds associatifs

Bilan au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)

ACTIF	2004	2003
Immobilisations incorporelles	74,92	117,26
Immobilisations corporelles	2 410,77	2 484,48
Immobilisations financières	688,82	1 968,14
ACTIF IMMOBILISÉ	3 174,51	4 569,87
Stocks et en-cours	306,81	358,66
Avances et acomptes versés	526,50	251,83
Clients et comptes rattachés	1 376,22	2 194,23
Bailleurs des fonds débiteurs	4 388,81	6 003,69
Avances missions	1 819,66	1 701,55
Autres créances	3 821,31	3 116,56
Valeurs mobilières de placement	8 971,56	5 229,30
Disponible	1 109,51	1 881,60
ACTIF CIRCULANT	22 320,38	20 737,42
Charges constatées d'avance	841,98	977,96
Écart de conversion actif	77,51	112,28
TOTAL DE L'ACTIF	26 414,38	26 397,53

PASSIF (avant répartition)	2004	2003
Fonds associatifs et réserves	12 127,67	10 215,09
Résultat de l'exercice	1 337,64	1 977,10
Subventions des programmes	2 095,06	2 172,23
FONDS ASSOCIATIFS	15 560,37	14 364,42
Provisions pour risques	527,34	872,94
Provisions pour charges	74,96	273,96
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	602,30	1 146,89
FONDS DÉDIÉS SUR RESSOURCES AFFECTÉES	727,85	185,77
Dettes auprès des établissements de crédit	96,47	131,55
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 265,69	3 174,48
Dettes fiscales et sociales	2 313,75	1 819,35
Bailleurs des fonds créditeurs	2 985,28	2 211,80
Autres dettes	1 495,58	3 160,94
DETTES	9 156,76	10 498,12
Produits constatés d'avance	364,19	197,13
Écart de conversion passif	2,92	5,20
TOTAL DU PASSIF	26 414,38	26 397,53

Les fonds associatifs en hausse

Les fonds associatifs, inscrits au passif du bilan, s'élèvent à 15,6 M€ en 2004 (contre 14,4 M€ à la fin 2003) et se répartissent de la façon suivante :

– 2,3 M€ de besoins en fonds de roulement (fonds nécessaires pour la mise en œuvre de l'activité de Handicap International) contre 2,7 M€ fin 2003. Cette amélioration est due, d'une part, à la poursuite des démarches effectuées auprès des organismes institutionnels, qui ont réduit, cette année encore, leurs délais de paiement sur leurs financements, et, d'autre part, au net progrès réalisé dans les encaissements des créances auprès des clients de l'activité commerciale.

Cette diminution du besoin en fonds de roulement a augmenté d'autant la trésorerie disponible à la fin 2004 ;

– 3,2 M€ utilisés dans le financement des actifs immobilisés pour l'outil de travail de l'association, contre 3,4 M€ en 2003 ;

– 10,1 M€ de trésorerie mobilisable, contre 8,3 M€ à la fin 2003*. Cela permet de faire face à un éventuel accroissement du besoin en fonds de roulement, notamment du fait du développement de l'activité prévu en 2005.

Les fonds dédiés

Le total des fonds dédiés reportés sur 2005 s'élève à 727,8 K€.

Ce montant important, en comparaison

du report réalisé l'exercice précédent (185,8 K€), s'explique pour l'essentiel par le report, à hauteur de 561 K€, des fonds dédiés aux actions liées au tsunami en Asie du Sud et engagées par l'association au début de 2005.

* Ces 8,3 M€ correspondent aux 7,1 M€ inscrits au bilan, auxquels ont été ajoutés les placements financiers (inscrits dans les immobilisations financières) afin de mettre en évidence les fonds associatifs disponibles.

Les partenaires de l'association pour l'année 2004

ORGANISMES PUBLICS INTERNATIONAUX

Union européenne

EuropAid, ECHO.

Nations unies

Unicef, UNDP, UNHCR, Unops, Ocha, OMS, Unesco, PNUD, Unocha, Unmas, PMA, Unmik.

Banque mondiale

International Trust Fund

Organisation des États d'Amérique (OEA).

ORGANISMES PUBLICS NATIONAUX

Gouvernement français

- Ministère des Affaires étrangères (Agence française de développement, Mission pour la coopération non gouvernementale, Service de l'action humanitaire, ambassades et missions de coopération).

- Ministère délégué au Tourisme.

- Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

- Secrétariat d'État au Tourisme.

- Caisse des dépôts et consignations.

- Direction générale de l'Action sociale.

Organismes publics français

- Conseils généraux des Bouches-du-Rhône, d'Ille-et-Vilaine, de l'Ain, des Hauts-de-Seine, du Rhône, de Charente-Maritime, du Puy-de-Dôme, des Alpes-Maritimes, de la Gironde, du Jura, de Seine-Saint-Denis, des Hautes-Pyrénées, de Seine-Maritime.

- Régions Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées

- Villes de Paris, Lyon, Brest, Lillebonne, Orléans, Dijon, Rennes, Mulhouse, Strasbourg, Tarbes, Bègles, Nice, Clermont-Ferrand, Saint-Lary Souland.

- Drass

- Agence nationale pour les Chèques-Vacances

- Direction régionale de la Jeunesse et des Sports Rhône-Alpes

Organismes publics étrangers

Gouvernements (ministères et ambassades)

- Allemagne (MAE)

- Australie (AusAid)

- Autriche (ambassades)

- Burundi

- Canada (Canada Fund, Fonds canadien d'initiative locale)

- États-Unis (UsAid et ambassades)

- Finlande (ambassades)

- Grande-Bretagne (Foreign and Commonwealth Office, DFID, Big Lottery Fund et ambassades)

- Japon (ambassades)

- Laos (ministère de l'Agriculture et des Forêts)

- Luxembourg (MAE)

- Maroc (Agence de développement social)

- Maurice (ministère de la Santé)

- Norvège (MAE et ambassades)

- Pays-Bas (ambassades)

- Rwanda

- Suisse (DDC, DFAE, ambassades et communes: Coligny, Thônex, Vevey, Plan-les-Ouates, Colley-Bossy, Genthod, La Chaux-de-Fonds, Zug, et canton de Genève)

- Thaïlande (MAE)

FINANCEMENTS PRIVÉS

Organismes privés de l'Union européenne

- ALEA Assureur suisse

- Association des amis du bassin d'Arcachon

- Association française contre les myopathies

- Association Pour un sourire

- CARE International

- Chaîne du bonheur

- Cités unies France

- Croix-Rouge suisse

- Eau et électricité de Grenoble

- FIFA

- Fondation British Petroleum

- Fondation de France

- Fondation H. Bérenger

- Fondation Lady Michelham

- Fondation Prince Nasser

- Fondation Rosemarie Mettler

- Fondation Stambach

- ISPO/UFOP

- KZE Bureau central catholique

- Liverpool School

- MAPI Research Institute

- Misereor

- Rharous Amitié

- Stichting Vluchteling

- Tareno

- The German Caritas Association

- Union des banques suisses

- World Aids Foundation

Organismes privés

hors de l'Union européenne

- Canadian Auto Workers

- Cintri

- Dibner Fund

- German Marshall Fund

- GSK GlaxoSmithKline USA

- Jewish Distribution Committee (JDC)

- Matthew 6 Foundation

- Racha

- Refugees International Japan

- Save the Children

- Survey Action Center

- Wired International

- World Vision Sierra Leone

PARTENARIATS

Entreprises

- Auchan France

- AXA Atout Cœur

- BFI Optilas

- Bull

- Carrefour Solidarité Hypermarchés France

- Club Aventure

- Courir

- Eram

- Groupe Crédit coopératif (fondation et banque)

- IBM France

- Ikea

- Institut Chronopost

- Irfan Le Label

- Loisichèques

- MGA

- Microsoft France

- Sanofi-Pasteur

- Société générale (SG Services)

- Sodexho

- SolidarCité

- Visas Express

- Vivendi Universal

Médias

Chérie FM, France Bleu, France Inter, groupe France Télévisions, *Le Monde 2*, *Marianne*, Milan Presse, TF1, M6, Canal +, Radio France, groupe NRJ, groupe RTL, Europe 2, LSA.

Divers

- Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative

- Union nationale des associations de tourisme et de plein air

- Villages de Vacances en France

- Associations de tourisme social et groupe:

Cap France, Cap Vacances, CCAS, CCE Banque de France, CAES du CNRS, LVT, RelaiSoleil, Temps libre, Vacances bleues, Vacances pour tous / La Ligue, Val, Vacanciel, groupe Pierre & Vacances, BTP Vacances.